

unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 22/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **Parc Eolien Kerdrouallan SAS**

46D rue Kerautret-Botmel  
35000 Rennes

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023 dans l'établissement Parc Eolien Kerdrouallan SAS implanté Lieu-dit Kerdrouallan 22800 Saint-Gildas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Parc Eolien Kerdrouallan SAS
- Lieu-dit Kerdrouallan 22800 Saint-Gildas
- Code AIOT : 0005517945
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc éolien situé sur la commune de Saint-Gildas, composé de 4 éoliennes

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Contrôle documentaire réalisé par sondage sur les documents présentés par l'exploitant pendant le contrôle concernant les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement
- Visite de l'ensemble des installations

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Exploitation – Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
16	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractéristiques techniques	Lettre du 23/08/2012, article s/o	Sans objet
2	Caractéristiques organisationnelles	Lettre du 23/08/2012, article s/o	Sans objet
4	Exploitation – Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
5	Exploitation – Identification / Affichage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
6	Exploitation – Formation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
7	Exploitation – Intérieur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
8	Exploitation – Mises à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
9	Exploitation - Contrôle des brides	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.	Sans objet
10	Exploitation - Contrôle des pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.	Sans objet
11	Exploitation – Équipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.	Sans objet
12	Exploitation - Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > IV.	Sans objet
13	Exploitation – Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
14	Risques – Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
15	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Au terme de notre visite et du constat développé ci-dessus, l'inspection a mis en évidence la nécessité pour l'exploitant :

- de poursuivre le suivi environnemental avec le bridage mis en place,
- de fournir le rapport conclusif du suivi environnemental accompagné d'un courrier d'engagement, au plus tard début 2024,
- déposer les données brutes de son suivi environnemental sur la plateforme dédiée,
- de constituer et fournir les garanties financières conformément à l'arrêté ministériel modifié du 26/08/2011.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Caractéristiques techniques

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 23/08/2012, article s/o
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Puissance Hauteur Modèle
<b>Constats :</b> Aucune évolution technique n'a eu lieu depuis la dernière inspection du 19 avril 2018  Le parc est constitué de 4 éoliennes d'une puissance unitaire de 2,3 MW (Puis. Tot : 9,2 MW). Les éoliennes sont des ENERCON E82-E2 (Hauteur mât : de 86,92 à 100,78 m ; Diamètre rotor : 82 m ; Hauteur bout de pôle : de 125,6 à 139,4 m). Le parc a été mis en service le 28/10/2013
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Caractéristiques organisationnelles

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 23/08/2012, article s/o
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Parc : 55-17945 Parc éolien de Kerdrouallan à Saint-Gildas (22)  Constructeur : Antériorité : 17/01/2013  Exploitant : P&T Technologie Date de mise en service : 28/10/2013 Prestataire en charge de la maintenance : Date du début de contrat :
<b>Constats :</b> La société P&T Technologie est l'exploitant du parc éolien. La maintenance est réalisée par ENERCON depuis la mise en service en 2013 pour une durée de 15 ans soit jusqu'en 2028.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Exploitation – Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.  Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

Dans le cas d'un projet de renouvellement d'une installation existante, autre qu'un renouvellement à l'identique ou une extension au sens de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du projet à connaissance au préfet prévu par l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

#### **Constats :**

Des suivis environnementaux ont été réalisés en 2016 (rapport du 20/04/2017) suivant le protocole de 2015. Ils ont été fournis suite à l'inspection de 2018. Ils n'ont pas identifié de mortalité notable. Aucune mesure n'a été proposée.

Un nouveau suivi à 10 ans d'exploitation (2013-2023) est en cours suivant le nouveau protocole en vigueur (2018).

Lors de ce suivi, des mortalités ont été constatées : le 06/09/23, 7 cadavres de chiroptères (6 Pipistrelles communes, 1 Pipistrelle de Nathusius) ont été trouvés.

L'inspection des installations classées a été prévenue le 11 septembre 2023. Elle a demandé à l'exploitant les mesures prises suite à ces mortalités constatées.

L'exploitant a indiqué avoir mis en place, dès le 29/09/23, un bridage provisoire de « sauvegarde » jusqu'à fin octobre 2023 :

- Bridage des éoliennes E1 et E3
- Jusqu'au 31/10/2023
- Toute la nuit
- Pour Vitesse < 5 m/s et T°C > 12°C

#### **Observations :**

**L'exploitant doit poursuivre le suivi environnemental du parc avec le bridage mis en place.**

Les résultats du suivi environnemental (activité et mortalité) devront être communiqués à l'inspection sous forme d'un **rapport conclusif** précisant notamment les modes de fonctionnement durant les suivis et proposant les mesures de réduction retenues.

Cette transmission doit intervenir **au plus tard début 2024** afin de permettre la mise en place des mesures retenues dès le 1er avril (voire avant selon les résultats obtenus) et laisser suffisamment de temps au maintenancier pour paramétrer le bridage.

Ce rapport est transmis à l'inspection des installations classées **accompagné d'un courrier de l'exploitant s'engageant** sur le maintien du mode de fonctionnement initial ou sa modification et des nouvelles mesures appliquées.

Un **nouveau suivi doit être réalisé en 2024** afin de s'assurer de l'efficacité du bridage mis en place. Si le bridage n'est pas efficace, les paramètres seront à modifier et un nouveau suivi devra être effectué.

Les données brutes collectées lors de la réalisation des suivis doivent être versées dans « DEPOBIO » : <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/> et doit transmettre à l'inspection le certificat de dépôt de ces données brutes sur la plateforme.

Par ailleurs, il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à

l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement. Les mortalités de chiroptères ou d'avifaune sont considérés comme des accidents / incidents.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 4 : Exploitation – Accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b> Seuls l'exploitant et le personnel de maintenance peuvent accéder à l'intérieur des éoliennes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Exploitation – Identification / Affichage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Identification / Affichage
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.  Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'affichage réglementaire est mis en place. Un numéro d'astreinte est affiché.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Exploitation – Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Formation
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.  La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué les noms des personnes en charge de la gestion des situations de crise.

Le personnel en charge du fonctionnement du parc éolien ont suivi des formations internes sur les risques accidentels et procédures d'urgences visant à répondre aux exigences de l'article 15 de l'AM modifié du 26/08/2011. Cette formation aborde : des rappels réglementaires, les consignes de sécurité et procédures d'urgence, les alertes et gestion urgence incendie, les alertes et gestion urgence survitesse, la gestion du givre, des exercices de mise en situation et d'entraînement.

Cette formation vient en complément de la formation initiale, de la formation « Recyclage » (tous les 2-3 ans) et des formations habilitation électrique, travail en hauteur et santé et sécurité au travail.

Par ailleurs, des points « Sécurité » sont réalisés tous les mois.

Un exercice à distance « Chute de pôle » a été réalisé sur ce parc le 26/09/2023. Aucune défaillance n'a été identifiée.

Des échanges réguliers avec le SDIS sont réalisés afin de vérifier que leur base de données sont bien à jours (nom du parc, coordonnées géographiques, numéros...).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Exploitation – Intérieur**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16

**Thème(s) :** Risques chroniques, Intérieur

**Prescription contrôlée :**

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.

**Constats :**

L'intérieur de l'éolienne E1 visitée est propre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Exploitation – Mises à l'arrêt**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise à l'arrêt

**Prescription contrôlée :**

Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité. Ces essais comprennent :

- un arrêt ;
- un arrêt d'urgence ;
- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente.

Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.



<b>Constats :</b> Les rapports présentés en séance permettent le suivi des essais et de la fréquence de maintenance. Il n'y a pas de constat de défaut.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Exploitation - Contrôle des brides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des brides
<b>Prescription contrôlée :</b> Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare que pour : - le mât, la totalité des brides sont vérifiées de manière acoustique tous les ans ; - les pâles, 90 % sont vérifiées de manière acoustique et 10 % par serrage (et sont marquées) tous les ans
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Exploitation - Contrôle des pâles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des pâles
<b>Prescription contrôlée :</b> Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Des contrôles extérieurs des pâles sont réalisés à la jumelle : - par le maintenancier, deux fois par an lors des maintenances « Principale » et « Graissage » - par l'exploitant, deux fois par an
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Exploitation – Équipements de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.  L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.  Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une liste des équipements de sécurités à jour au 11/02/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 12 : Exploitation - Registre de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > IV.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre de maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un registre de maintenance (WIS-EQ) dans lequel sont consignés la liste des SIS ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Exploitation – Manuel d'entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Manuel d'entretien, Registre de maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.  L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b> Il existe un registre de maintenance par parc et par éolienne (logiciel spécifique ENERCON). Ce registre permet le suivi de chaque intervention.  De plus, un logiciel spécifique à ENERCON permet un suivi des « défauts ».
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Risques – Consignes de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :  <ul style="list-style-type: none"><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li><li>- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</li><li>- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li><li>- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li></ul> Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

**Constats :**

L'exploitant a établi des consignes de sécurité en date du 11/02/2022.

Un plan de prévention a été établi en 2023 pour une validité d'un an (du 28/02/2023 au 28/02/2024).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Bruit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26

**Thème(s) :** Risques chroniques, Acoustique

**Prescription contrôlée :**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation  
ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures  
ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures  
Sup à 35 dB (A)  
5 dB (A)  
3 dB (A)

Les valeurs d'émergence mentionnées ci-dessus peuvent être augmentées d'un terme correctif en dB (A), fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit de l'installation égal à :

Trois pour une durée supérieure à vingt minutes et inférieure ou égale à deux heures ;

Deux pour une durée supérieure à deux heures et inférieure ou égale à quatre heures ;

Un pour une durée supérieure à quatre heures et inférieure ou égale à huit heures ;

Zéro pour une durée supérieure à huit heures.

En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. Lorsqu'une zone à émergence réglementée se situe à l'intérieur du périmètre de mesure du bruit, le niveau de bruit maximal est alors contrôlé pour chaque aérogénérateur de l'installation à la distance R définie à l'article 2. Cette disposition n'est pas applicable si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe à l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont exploitées par un même exploitant sur un même site, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

**Constats :**

Le parc fonctionne sans bridage acoustique depuis sa mise en service.

À ce jour, aucune plainte relative au fonctionnement du parc n'a été déposée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 16 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les garanties financières (200 000 €) ont été constituées le 25/08/2015 auprès de la banque BREMER LANDESBANK pour une <b><u>durée de 10 ans</u></b> soit jusqu'au 30/12/2025.  L'exploitant a indiqué être en cours de négociation pour réactualiser ses garanties financières avec la même banque.
<b>Observations :</b> <b>Les garanties financières doivent être actualisées tous les 5 ans.</b>  L'exploitant doit actualiser ses garanties financières conformément à l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié et ses annexes I et II et les envoyer à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites